

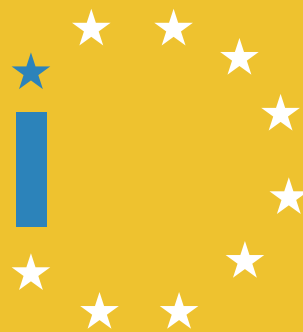


FR

**RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
2013-2016

Confédération  
Européenne  
des Syndicats  
Indépendants  
(CESI)

**CESI**



«ALL  
WORKERS  
COUNT»



CESE



# MOT DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT ET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

---



Chers collègues, chers amis,

Le moment est venu de dresser le bilan de quatre ans d'activités ponctuées de réussites à souligner et d'erreurs à reconnaître, dont il vous sera rendu compte en toute franchise.

Répondre aux attentes de chacun n'a pas toujours été chose aisée. Cette difficulté concerne avant tout l'avancée du dialogue social au regard des objectifs fixés il y a quatre ans.

Nous avons toutefois le sentiment que la CESI a trouvé la place qui lui revient au cœur des institutions européennes. Nous en voulons pour preuve le nombre d'invitations et de consultations qui nous parvient quotidiennement, la quantité croissante de nouvelles organisations membres, le travail de qualité qui nous semble avoir été fourni et la nouvelle identité visuelle de la CESI. Tous ces acquis transparaissent dans le Rapport d'activité de la CESI. Ils parlent d'eux-mêmes.



Rien de tout cela n'aurait pu être accompli sans votre aide. Aussi, nous remercions du fond du cœur tous ceux qui ont participé aux efforts de la CESI - ses organisations membres, ses mandataires et, en bonne place, les collaborateurs de son Secrétariat général.

À l'avenir, nous souhaitons que la CESI soit davantage reconnue ! En effet, comme l'affirme notre positionnement, la mobilisation de tous est indispensable pour faire entendre et valoir durablement nos intérêts communs.

Nous devons pour cela nous informer, communiquer et nous faire mutuellement confiance. Nous vous remercions donc très vivement et souhaitons à la CESI et à nous tous de poursuivre sur la route du succès !

*Romain Wolff / Klaus Heeger*



«CLOSING  
THE GAP»



# I. STABILITÉ ET CONTINUITÉ

## Organisations membres de la CESI et développements structurels de la CESI

**Compétences au sein de la CESI.** Lors du sixième Congrès de la CESI, qui s'est tenu à la fin de l'année 2012, un Bureau restreint a été élu pour la période législative s'étendant jusqu'à 2016. Les membres en sont le Président, le Trésorier, le Secrétaire général, le Président de la CESI Académie Europe (voir ci-dessous) et neuf Vice-présidents dont les activités sont placées sous le contrôle du Conseil exécutif de la CESI.

Les affaires courantes ont été menées par le Secrétaire général via le Secrétariat général de la CESI, sous la supervision du Bureau restreint. Les recommandations en matière d'initiatives à prendre ont été formulées par les délégués des organisations membres siégeant en Commissions et en Conseils professionnels sectoriels.



**Principaux responsables de la CESI.** Au cours de sa sixième législature, le Bureau restreint de la CESI était structuré comme suit :

- **Romain Wolff** *CGFP, Président*
- **Frank Stöhr** *dbb, Trésorier*
- **Klaus Heeger** *Secrétaire général*
- **Emilio Fatovic** *CONF.S.A.L., Président de l'Académie Europe*
- **Péterné Erzsébet Boros** *MKKSZ*
- **Klaus Dauderstädt** *dbb*
- **Jean-Claude Delage** *FP CFE-CGC*
- **Domingo Fernández Veiguela** *CSI-F*
- **Fritz Neugebauer** *Eurofedop*
- **Esther Reyes Díez** *Eurofedop*
- **Marco Paolo Nigi** *CONF.S.A.L.*
- **Urs Stauffer** *ZV*
- **Eric de Macker/Helen Adriani** *CNV-Connectief*











**Nouveau statut juridique de la CESI.** Pour remédier à l'absence de statut juridique de la CESI, dénommée jusqu'alors « association de facto », une « association internationale sans but lucratif (AISBL) » a été créée le 1<sup>er</sup> juillet 2015. Son existence assure la sécurité légale du statut des collaborateurs du Secrétariat général.

**Évolution des affiliations.** Les adhésions à la CESI ont évolué favorablement au cours de ces dernières années. La CESI compte en 2016, 38 organisations membres issues de 21 pays d'Europe et quatre organismes européens. Elle représente ainsi cinq millions de salariés au total, auxquels viennent s'ajouter deux organisations à titre d'observateur. Onze syndicats se sont affiliés à la CESI depuis le sixième Congrès tenu en 2012, soit dix membres à part entière et une organisation observatrice.

Les termes au masculin employés dans ce rapport s'appliquent aux deux genres.



## NOUVELLES ORGANISATIONS MEMBRES DE LA CESI, 2013-2016\*

<b>Alliance PN</b>	Alliance Police Nationale <i>French National Police Trade Union</i>	2013	
<b>ATCEUC</b>	Air Traffic Controllers European Unions Coordination	2013	
<b>Bem Bir Sen</b>	Belediye ve Özel Idare Çalışanları Birliği Sendikası <i>Turkish Association of Municipal and City Administration Employees</i>	2013	
<b>CFE-CGC</b> (observateur)	Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres <i>French Confederation of Management - General Confederation of Executives</i>	2014	
<b>CONFEDIR</b>	Confederazione Autonoma dei Dirigenti, Quadri e Direttivi della Pubblica Amministrazione <i>Italian Independent Confederation of Executives, Supervisors and Managers of Public Administration</i>	2013	
<b>DBwV</b>	Deutscher Bundeswehrverband <i>German Armed Forces Association</i>	2013	
<b>FSPAESH</b>	Federata e Sindikatave te Punonjesve te Arsimit Edukimit dhe Shkences te Shqiperise <i>Albanian Trade Unions Federation of Education and Science</i>	2013	
<b>U4U</b>	Union for Unity <i>Trade Union of European Institutions Staff</i>	2013	
<b>CNV Connectief**</b>	Christelijk Nationaal Vakverbond - Connectief <i>Dutch National Federation of Christian Trade Unions - Connectief</i>	2015	
<b>SPELC***</b>	Syndicat Professionnel de l'Enseignement Libre Catholique <i>French Free Catholic Education Professional Trade Union Federation</i>	2015	
<b>SDMCG</b>	Sindikata Doktora Medicine Crne Gore <i>Trade Union of Montenegrin Physicians</i>	2016	

\* Les textes rédigés en anglais sont pour la plupart des traductions libres destinées à une meilleure compréhension du contenu.

\*\* CNV-Publieke Zaak est membre de la CESI depuis 2012. La fusion des deux syndicats néerlandais CNV-Publieke Zaak et CNV-Onderwijs a donné naissance à l'entité CNV-Connectief venue remplacer CNV-Publieke Zaak en tant que membre de la CESI.

\*\*\* Le SPELC détenait le statut de membre observateur depuis 2014.



**Création d'une délégation de jeunes syndicalistes.** Lors du sixième Congrès de la CESI, il a été décidé de créer en 2013 une délégation à la jeunesse, dénommée CESI Youth, dans le but d'encourager les activités syndicales parmi les jeunes. Lors du « CESI Youth Camp » qui s'est déroulé du 5 au 8 Septembre 2013 sur les bords du lac Balaton en Hongrie, Matthäus Fandrejewski (dbb jugend) a été nommé représentant de la nouvelle délégation CESI Youth, choix confirmé peu après par la commission du Bureau restreint de la CESI. La première élection ordinaire du représentant de la délégation à la jeunesse se tiendra lors du premier Congrès de CESI Youth en 2017. Cette délégation participe depuis 2013 à de nombreux événements et débats organisés par des organisations abordant la question des jeunes.

**La nouvelle image de la CESI.** Au fil des années 2013 à 2015, la CESI a complètement transformé son site Internet. Sa structure est maintenant moderne et on y navigue aussi aisément sur un ordinateur que sur un terminal mobile. Les activités de la CESI sur les médias sociaux (Twitter) ont augmenté. Le logo de la CESI a été modernisé. Le papier de positionnement de la CESI écrit en 2013 a été révisé en 2015 et validé début 2016 par son Bureau restreint.





«INVESTING  
IN PEOPLE»



## II. COMPÉTENCE ET VISIBILITÉ

### Représentation des intérêts de la CESI à Bruxelles

**Lignes directrices de son positionnement.** La CESI a défendu auprès des institutions européennes les valeurs définies comme prioritaires par ses Commissions et ses Conseils professionnels, formés à la suite de son sixième Congrès. Ceux-ci se sont réunis au moins une fois par an avec les collaborateurs du Secrétariat général pour élaborer des prises de position écrites reflétant les positions de la CESI face aux événements politiques et aux pôles thématiques (voir annexe).

#### CONSEILS PROFESSIONNELS/ COMMISSIONS

#### DIRECTION

##### Emploi et affaires sociales

**Présidence :** Margarida Geada Seoane (USI)

**Vice-Présidence :** Siglinde Hasse (dbb), Nico Calò (CGB)

##### Droits des femmes & égalité

**Présidence :** Kirsten Lühmann (dbb)

**Vice-Présidence :** Carmen Jaffke (CGFP), Catherine Verschraegen (UNSP-NUOD)

##### Education

**Présidence :** Claude Heiser (CGFP)

**Vice-Présidence :** Horst Günther Klitzing (dbb), Salvatore Piroscia (CONF.S.A.L.)

##### Administrations locales et régionales

**Présidence :** Hans Freiler (Eurofedop)

**Vice-Présidence :** Urs Stauffer (ZV), Antoine Breining (FA-FPT)

##### Administrations centrales et finances

**Présidence :** Wilhelm Gloss (Eurofedop)

**Vice-Présidence :** José Fernández Vidal (CSI-F), Massimo Battaglia (CONF.S.A.L.)

##### Poste et télécommunications

**Présidence :** Manfred Wiedner (Eurofedop)

**Vice-Présidence :** Horst Sayffaerth (dbb), Manuel González Molina (CSI-F)

##### Sécurité

**Présidence :** Gerrit van de Kamp (Eurofedop)

**Vice-Présidence :** Hermann Benker (dbb), Stéphanie La Rosa (Alliance PN)

##### Justice

**Présidence :** John Clinton (Eurofedop)

**Vice-Présidence :** Franz-Joseph Schäfer (dbb), Donato Capece (CONF.S.A.L.)

##### Défense

**Présidence :** Thomas Sohst (DBwV)

**Vice-Présidence :** Olivier Ghirardi (FP-CGC), Wilhelm Waldner (Eurofedop)

##### Santé

**Présidence :** Esther Reyes Diez (Eurofedop)

**Vice-Présidence :** Aaldert Mellema (CNV-Connectief), Raffaele Perrone Donnorso (CONF.S.A.L.)

Les Commissions et les Conseils professionnels de la CESI ont tenu de nombreuses réunions et consultations, auxquelles ont été invités des experts, des scientifiques, des députés du Parlement européen et des représentants de la Commission européenne ainsi que d'autres institutions de l'UE associées aux débats respectifs.

**Concertation en réseau avec les décideurs politiques de Bruxelles.** La CESI a continué à approfondir ses relations avec des fonctionnaires, décideurs politiques des institutions européennes et des députés du Parlement européen de diverses tendances politiques.

Cette tendance s'est confirmée au cours de ces dernières années, grâce à un **dialogue permanent avec les décideurs de l'UE**. La confiance ainsi instaurée a permis à la CESI d'être de plus en plus souvent consultée par des députés du Parlement européen et ceux d'autres institutions de l'UE, en qualité d'experte lors d'auditions (notamment sur le détachement des travailleurs, la révision de la politique familiale de l'UE, les mesures visant à promouvoir l'équité et la transparence fiscales dans le cadre européen, le nouvel agenda européen sur les compétences, les possibilités d'augmenter les investissements sociaux des gouvernements des États membres). Le Secrétariat général estime que la participation active de la CESI à ces consultations, tout au long de 2016, entraîne une transformation de la façon dont les décideurs européens perçoivent la CESI.

Par ses prises de positions pertinentes et leur impact sur les processus décisionnels, la CESI s'est en outre assurée une place de plus en plus importante dans les **projets législatifs européens** et les propositions de décisions du Parlement européen. C'est ainsi que, sous l'impulsion de la CESI, les efforts accomplis pour orienter le débat vers la protection du secteur public dans les accords de libre-échange et les contrats d'investissement ont porté leurs fruits. Le Parlement européen a ainsi voté en juin 2015 l'insertion d'une clause d'exemption générale (golden clause) fortement appréciée dans le rapport médiatisé sur le PTCl (TTIP). Lors des élections européennes de 2014, les slogans de la CESI et ses opinions sur les sujets qu'elle jugeait prioritaires, et dont elle a discuté avec un grand nombre de députés du Parlement européen, ont été entendus :

- Promotion du pluralisme syndical
- Lutte contre les discriminations sur le lieu de travail
- Protection des services d'intérêt général
- Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales
- Promotion de la dimension sociale de l'intégration européenne
- Extension des droits à l'information et à la consultation à tous les travailleurs

Avec le soutien de ses organisations membres, de ses Commissions et de ses Conseils professionnels, la CESI a répondu activement à de nombreuses **consultations** de la Commission européenne portant sur des projets législatifs et d'autres initiatives dans les secteurs la concernant – de sa politique d'éducation jusqu' à l'égalité des genres en passant par les réformes de la fiscalité à l'échelle européenne et le Programme Europe 2020 (voir annexe).

**Organisation d'événements dédiés à des thèmes politiques d'actualité.** Le Secrétariat général a organisé régulièrement des réunions dédiées à des questions politiques d'actualité, constituant une part importante de la défense des intérêts de la CESI et de ses relations avec le monde extérieur. La CESI a ainsi organisé, conjointement avec l'EPC (European Policy Centre), think tank indépendant basé à Bruxelles, une série de séminaires consacrés aux investissements sociaux, des petits déjeuners européens pour y débattre de la situation de l'emploi avec des députés au Parlement européen. Elle a également animé, dans sa salle de conférence à Bruxelles, des « CESI@noon », discussions thématiques avec des spécialistes de ses organisations membres, des politiciens, des économistes et des chercheurs renommés. La célébration en Décembre 2015 du vingt-cinquième anniversaire de la création de la CESI en présence de députés du Parlement européen, de la Commission européenne et du Conseil de l'UE, a par ailleurs été un moment phare. La CESI a, en outre, organisé avec ses organisations membres des événements en dehors de Bruxelles. Toutes ces initiatives ont grandement contribué à augmenter la visibilité de la CESI et à affirmer sa stature de dimension européenne. La liste de ces principaux événements figure en annexe.

**Partenariats et affiliations stratégiques.** L'objectif de la CESI au cours de sa sixième législature a été d'accroître son influence et de donner un poids accru à la défense de ses intérêts. Elle a noué à cet effet des partenariats stratégiques et soutenu un nombre croissant d'initiatives dans des domaines d'intérêt général.

En sa qualité de membre du **Mouvement Européen International** (EMI) auquel sa dimension européenne l'a poussée à adhérer, la CESI siège auprès de plusieurs de ses comités et collabore à leurs initiatives.

**UN MOMENT PHARE  
A ETE  
LA CELEBRATION  
DES 25 ANS  
DE LA CESI  
EN DECEMBRE 2015**

La CESI est membre de l'**Alliance européenne pour un Semestre européen démocratique, social et durable**, depuis sa création en 2014. Il s'agit d'une coalition de dix-sept ONG et unions syndicales actives dans l'environnement et la justice sociale, avec pour objectifs de recouvrer les moyens de tenir les engagements de la stratégie Europe 2020 et de relancer l'implication des ONG et des syndicats dans la formation des politiques européennes. L'Alliance cherche à obtenir du Semestre européen annuel une implication accrue dans les besoins des citoyens et des travailleurs, en recourant autant que possible aux processus démocratiques qui s'y prêtent, avec le soutien des partenaires sociaux et des organisations de la société civile. La CESI est représentée depuis 2015 au sein du comité de pilotage de l'organisation, formé de quatre membres.

En tant que partenaire depuis 2009 de l'**Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail** (EU-OSHA,) la CESI participe depuis longtemps à ses campagnes bi-annuelles en faveur de « lieux de travail sains », ayant pour objet un aspect différent de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail.

La CESI a adhéré en 2014 à la **Plateforme concernant la bonne gouvernance dans le domaine fiscal**, comité consultatif d'experts représentant des organisations des milieux économique, fiscal et syndical, ainsi que des ONG, assistant la Commission européenne dans le développement d'initiatives destinées à promouvoir la bonne gouvernance en matière fiscale, contre la planification fiscale agressive, identifier et remédier aux situations de double imposition. En avril 2016, la CESI s'est vu confirmer son

siège auprès du groupe d'experts par la Commission européenne pour la période s'étendant jusqu'à 2019.

CESI Youth est membre observateur du **Forum européen de la jeunesse (EYF)** et cherche actuellement à devenir membre à part entière. Depuis sa création en 2013, la contribution de CESI Youth aux activités d'EYF s'est intensifiée.

Depuis Septembre 2016, la CESI est officiellement membre de l'**Alliance européenne pour l'apprentissage** (EaFA) et depuis 2006, du **Lobby européen des femmes** (EWL). Carmen Jaffke (CGFP) et Kirsten Lühmann (dbb) y représentent la CESI, la première à titre de déléguée auprès de son Conseil d'administration et la seconde à titre de suppléante. Leur mandat a été prorogé de deux ans lors de la dernière Assemblée générale de l'EWL en juin 2016.

La CESI est membre depuis 2012 d'un think tank bruxellois renommé, l'**European Policy Centre** (EPC), auquel l'unissent des liens solides. La CESI a organisé conjointement avec l'EPC une série d'ateliers dédiés aux investissements sociaux et des conférences sur des thèmes tels que « le rôle du secteur public en période de crise » et « les voies vers un secteur public européen performant ».

La collaboration de la CESI avec l'agence européenne **Eurofound** a elle aussi suivi son cours avec des résultats toujours aussi constructifs. Les responsables des deux organisations se sont rencontrés régulièrement ; la CESI a beaucoup profité de l'accès aux résultats des recherches de Eurofound et à ses rapports dans le cadre de leurs intérêts communs.



### III. UN DIALOGUE SOCIAL CONSTRUCTIF ET FIABLE

#### La CESI, un partenaire social de dimension européenne

**Place de la CESI dans le dialogue social européen.** La CESI est un partenaire social reconnu au sein de l'UE et détient à ce titre le privilège d'être entendue sur des sujets liés à la politique européenne du travail, même sur ceux qui ne font pas l'objet de consultation publique par la Commission européenne.

La CESI et/ou ses organisations membres sont impliquées au niveau européen dans le dialogue social dans quatre domaines, à travers ses Comités :

- « Administrations centrales » (dbb, GÖD, CGFP, KSzSz et Sloves).
- « Aviation civile » (ATCEUC).
- « Administrations locales et régionales » (dbb, MKKSZ, FNAC et Sloves).
- « Education » (la CESI détient depuis 2010 le statut de partenaire interne).

Les négociations en vue d'une participation de la CESI à d'autres Comités de dialogue social sectoriel se poursuivent.

**Résultats du dialogue social européen.** La CESI a connu un grand succès dans ce domaine avec la signature en Décembre 2015 d'un accord-cadre entre partenaires sociaux conférant un droit à l'information et à consultation aux employés des administrations des gouvernements centraux. Le Comité a proposé de transformer cet accord-cadre en directive applicable à tous les États membres de l'UE. Des entretiens ont eu lieu avec la Commission européenne en vue de mesurer l'impact d'une telle transposition par le Conseil des ministres de l'UE.

En 2014, au début de l'actuelle législature européenne, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé que le dialogue social (européen) allait prendre un « nouveau départ ». La CESI s'emploie depuis lors à convaincre la Commission européenne que l'application du principe de pluralisme syndical, incluant autant que possible tous les travailleurs, est indispensable.



## IV. FORMATION DES MEMBRES DE LA CESI

### Projets 2013-2016 de la CESI-Académie Europe

Depuis le Congrès de la CESI en Décembre 2012, la CESI Académie Europe a réalisé sous l'égide de son Président Emilio Fatovic (CONF.S.A.L.) six projets concrétisés sous la forme de sept colloques d'experts co-financés par la Commission européenne. Chacun de ces colloques est dédié à une thématique particulière faisant l'objet d'une analyse, d'une synthèse, voire d'une étude.









#### PROJETS RÉALISÉS PAR LA CESI-ACADÉMIE EUROPE DEPUIS 2013

- *Les acteurs responsables de la mise en œuvre de la politique Santé et Sécurité au Travail dans le secteur public en Europe: managers, syndicats, Safety Reps*  
Achèvement fin 2016, Colloque de Madrid, publication d'une étude
- *Les nouveaux rythmes de travail et leurs impacts sur la Santé et la Sécurité au Travail*  
Achèvement fin 2016, Colloque de Copenhague, partie du projet « Santé et Sécurité au Travail dans le secteur public en Europe: les nouveaux défis » (voir ci-dessus)
- *Mieux anticiper les changements et les restructurations dans les administrations publiques en Europe : Le rôle de l'Information et de la Consultation des travailleurs*  
2015, Colloque de Dublin, publication d'un rapport de synthèse
- *Fiscalités en Europe : les administrations fiscales au cœur de la crise*  
2014, Colloque de Bruxelles, publication d'un rapport de synthèse
- *L'usage des nouvelles technologies par le Secteur Public en Europe à l'heure du 2.0*  
2014, Colloque de Tallinn, publication d'une charte définissant les conditions d'une intégration participative et responsable des travailleurs à la mise en œuvre et à l'utilisation des technologies d'information et de communication dans le secteur public en Europe
- *Secteur Public en Europe - un employeur de choix dans l'intérêt général ?*  
2013, Colloque de Hambourg, publication d'un rapport de synthèse
- *Construire l'Europe de la liberté, sécurité et justice : impacts sur les principaux secteurs concernés et demandes des travailleurs*  
2013, Congrès de Lyon, publication d'une résolution et d'une plaquette thématique consacrée à un espace européen où prévaudraient liberté, sécurité et justice, suivis de l'organisation à Bruxelles d'une manifestation s'adressant aux membres de la société civile et aux décideurs européens intéressés

## V. ANNEXE

### ORGANISATIONS MEMBRES DE LA CESI\*

<b>ALE</b>	Autonome Lokomotivführer-Gewerkschaften Europas <i>Autonomous Train Drivers' Unions of Europe</i>	
<b>Alliance PN</b>	Alliance Police Nationale <i>French National Police Trade Union</i>	
<b>ANP</b>	Associação Nacional de Professores <i>Portuguese National Teachers' Association</i>	
<b>ANPE</b>	Asociación Nacional de Profesionales de la Enseñanza <i>Spanish National Association of Teachers</i>	
<b>ATCEUC</b>	Air Traffic Controllers European Unions Coordination <i>Air Traffic Controllers European Unions Coordination</i>	
<b>Bem Bir Sen</b>	Belediye ve Özel Idare Çalışanları Birliği Sendikası <i>Turkish Association of Municipal and City Administration Employees</i>	
<b>BLC</b>	Bundesverband der Lebensmittelchemiker im Öffentlichen Dienst <i>German Federation of Food Chemists in Public Services</i>	
<b>CGB</b>	Christlicher Gewerkschaftsbund <i>German Christian Trade Union Federation</i>	
<b>CGFP</b>	Confédération Générale de la Fonction Publique <i>Luxembourgish General Confederation of Public Services</i>	
<b>CONF.S.A.L.</b>	Confederazione Italiana Sindacati Autonomi Lavoratori <i>Italian Workers Autonomous Trade Unions Confederation</i>	
<b>CNV Connectief</b>	Christelijk Nationaal Vakverbond - Connectief <i>Dutch National Federation of Christian Trade Unions - Connectief</i>	
<b>CISAL</b>	Confederazione Generale dei Sindacati Autonomi dei Lavoratori <i>Italian Confederation of Free Workers' Unions</i>	
<b>CONFEDIR</b>	Confederazione Autonoma dei Dirigenti, Quadri e Direttivi della Pubblica Amministrazione <i>Italian Independent Confederation of Executives, Supervisors and Managers of Public Administration</i>	
<b>CSEN</b>	Confédération Syndicale de l'Education Nationale <i>French Trade Union Confederation of National Education</i>	
<b>CSI-F</b>	Central Sindical Independiente y de Funcionarios <i>Spanish Central Independent and Public Employees' Trade Union</i>	
<b>CSN Meridian</b>	Confederatia Sindicala Nationala Meridian <i>Romanian National Trade Union Confederation "Meridian"</i>	
<b>dbb</b>	dbb beamtenbund und tarifunion <i>German Civil Service Federation</i>	
<b>DBwV</b>	Deutscher Bundeswehrverband <i>German Armed Forces Association</i>	
<b>Eurofedop</b>	European Federation of Public Service Employees <i>European Federation of Public Service Employees</i>	
<b>FA-FPT</b>	Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale <i>French Autonomous Federation of Local and Regional Authorities</i>	
<b>FASGA</b>	Federación de Asociaciones Sindicales <i>Spanish Federation of Trade Union Associations</i>	
<b>FF</b>	Frie Funktionærer <i>Danish Trade Union of Independent Employees</i>	
<b>FGAF</b>	Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires <i>French Independent General Federation of Civil Servants</i>	
<b>FGFC</b>	Fédération Générale de la Fonction Communale <i>French General Federation of Local Administration</i>	
<b>FISP-IFOD</b>	Fédération Intercatégorielle des Services Publics <i>Belgian Federation of Firefighters</i>	
<b>FP CFE-CGC</b>	Fonctions Publiques - Confédération Générale des Cadres <i>French Union of Managerial Employees in Public Services - Trade Union of Managerial Employees</i>	
<b>FSPAESH</b>	Federata e Sindikatave te Punonjesve te Arsimit Edukimit dhe Shkences te Shqiperise <i>Albanian Trade Unions Federation of Education and Science</i>	
<b>LAADA</b>	Latvijas Arstniecibas un aprupes darbinieku arodbiedriba <i>Latvian Medical and Nursing Staff Workers Union</i>	
<b>LVIPUFDA</b>	Latvijas Valsts iestāžu, Pašvaldību, Uzņēmumu un Finanšu Darbinieku Arodbiedriba <i>Latvian State Agencies, Municipalities, Businesses and Financial Officers Union</i>	
<b>MKKSZ</b>	Magyar Köztisztviselők és Közalkalmazottak Szakszervezete <i>Hungarian Civil Servants and Public Employees Trade Union</i>	
<b>NCF</b>	Nederlandse Categoriele vakvereniging Financiën <i>Dutch Categorical Financial Union</i>	
<b>NSD MUP-a</b>	Nezavisni Sindikat Djelatnika Ministarstva Unutarnjih Poslova <i>Croatian Independent Workers Union of the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Croatia</i>	

<b>SAMPPSH</b>	Sindikata e Arsimit <i>Albanian Unions of General Secondary and Professional Education</i>
<b>SDMCG</b>	Sindikata e Doktorëve të Crne Gore <i>Trade Union of Montenegrin Physicians</i>
<b>SPELC</b>	Syndicat Professionnel de l'Enseignement Libre Catholique <i>French Free Catholic Education Professional Trade Union Federation</i>
<b>TVML</b>	Tullivirkamiesliitto-Tullitjänstemannaförbundet r.y <i>Finnish Customs Officials Association</i>
<b>U4U</b>	Union for Unity <i>Trade Union of European Institutions Staff</i>
<b>UNSP-NUOD</b>	Union Nationale des Services Publics <i>Belgian National Union of Public Services</i>
<b>USI</b>	União dos Sindicatos Independentes <i>Portuguese Union of Independent Trade Union</i>
<b>VKB</b>	Vereinigung der Kader des Bundes <i>Swiss Union of Federal Executives</i>
<b>WZZ</b>	Wolny Związek Zawodowy „Solidarnosc - Oświata” <i>Polish Free Trade Union “Solidarity - Education”</i>
<b>ZV</b>	Zentralverband Öffentliches Personal Schweiz <i>Swiss Central Association of Public Personnel</i>
<b>CFE-CGC</b> (observateur)	Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres <i>French Confederation of Management - General Confederation of Executives</i>
<b>SZEF</b> (observateur)	Szakszervezetek Együttműködési Fóruma <i>Hungarian Forum for the Co-operation of Trade Unions</i>



\* Les textes rédigés en anglais sont pour la plupart des traductions libres destinées à une meilleure compréhension du contenu.

## SIXIÈME LÉGISLATURE DE LA CESI : THÈMES PRIORITAIRES\*

### 2016

- Rôle des services publics et de leurs employés dans la prévention de la radicalisation
- Rôle des services publics et de leurs employés dans l'intégration de réfugiés et d'immigrants
- Rôle des services publics et des investissements publics en périodes de politique fiscale restrictive
- Conséquences et répercussions de la numérisation sur les conditions de travail et les activités des syndicats
- Mise en œuvre du projet de pilier des droits sociaux de la Commission européenne datant de mars 2016

### 2015

- Protection des droits des travailleurs et des services publics dans les accords de libre-échange et d'investissement dans le cadre de l'UE
- Importance des investissements sociaux et des prestations d'utilité publique pour la justice sociale et la croissance économique inclusive
- Facilitation d'une liberté de mouvement équitable des travailleurs à l'intérieur de l'Europe
- Rôle d'une politique fiscale équitable et transparente dans une gestion efficace et équitable de l'imposition des sociétés
- Possibilités d'une plus grande coopération sur les questions de défense en Europe
- Promotion des droits des travailleurs du secteur public à être informés et consultés

### 2014

- Renforcement de la dimension et des partenaires du dialogue social en Europe
- Lutte contre le dumping social : possibilité d'instaurer le salaire minimum à l'échelle européenne, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) source potentielle de danger pour les services publics
- Promotion de l'information et consultation des travailleurs en cas de restructuration d'entreprises du secteur public
- Promotion de l'égalité des chances sur le marché du travail
- Renforcement de l'engagement des jeunes Européens dans des activités syndicales

### 2013

- Lutte contre le chômage des jeunes en Europe
- Application des directives promulguées dans le domaine du travail
- Facilitation d'une liberté de mouvement des travailleurs à l'intérieur de l'Europe
- Rôle des services publics en période de crise
- Lutte pour la justice fiscale en Europe

\* Viennent s'y ajouter les thématiques auxquelles la CESI-Académie Europe se consacre (voir chapitre IV).

## SIXIÈME LÉGISLATURE DE LA CESI : SÉLECTION DE PRISES DE POSITION ÉCRITES ET DE DOCUMENTS CLÉS

- ▶ **2016** L'avenir de l'Europe : investir dans l'humain (motion principale du Congrès)
- 2016 Services publics : fournir des résultats (motion principale du Congrès)
- 2016 Numérisation : trouver l'équilibre (motion principale du Congrès)
- 2016 Papier de positionnement de la CESI
- 2016 Pour un accueil et une intégration réussis des migrants : Soutenir les travailleurs du secteur public
- 2016 Lutter contre la radicalisation : Soutenir les travailleurs du secteur public
- 2016 Recommandations pour améliorer l'engagement des jeunes dans la vie démocratique et en particulier dans des activités syndicales
- 2016 Prise de position commune CESI – UFE sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

- 2016 Appel aux institutions européennes sur le fonctionnement des administrations publiques
- 2016 Assouplissement des horaires de travail, notamment ceux des travailleurs du secteur postes et des télécommunications
- 2016 Impact de la numérisation sur les conditions de travail et les activités syndicales, avec un accent sur les travailleurs du secteur postes et des télécommunications
- 2016 Soutenir les travailleurs des services publics pour un accueil et une intégration réussis des jeunes immigrants
- 2015/2016 Accords de coopération favorisant la mobilité des travailleurs du domaine de la santé signés entre les organisations membres SATSE et SAE (Espagne) et CNV Connectief (Pays-Bas) et dbb (Allemagne)
- **2015** Cadre général pour l'information et la consultation des fonctionnaires et employés des administrations des gouvernements centraux (Accord cadre du comité du dialogue social européen pour les administrations des gouvernements centraux)
- 2015 Prise de position sur les accords européens de libre-échange et d'investissement et plus particulièrement l'AECG, le TTIP et l'ACS
- 2015 Position sur la violence envers les employés des administrations locales et régionales
- 2015 Percevoir les montants dus: pour des régimes fiscaux justes et efficaces en Europe
- 2015 Inventaire des revendications principales de CESI Youth
- 2015 Résolutions de l'Accord de 2015 relatif à la politique de sécurité et de défense commune
- 2015 Importance des soins à domicile dans une perspective européenne
- 2015 Révision de la directive 92/85/CEE concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail
- 2015 Vingt ans de privatisation du marché postal
- 2015 Démographie et travail : mesures à prendre d'urgence
- 2015 Terrorisme et radicalisation
- **2014** Exigences émises à l'occasion des élections européennes de 2014
- 2014 Appel au vote lors des élections européennes de 2014
- 2014 Ouverture des systèmes d'enseignement et de formation : Accès de tous à l'enseignement et à l'apprentissage grâce aux nouvelles technologies et à des ressources didactiques ouvertes à chacun
- 2014 Formation théorique et pratique
- 2014 Maîtrise de la crise sanitaire d'Ebola
- 2014 Appel à la création d'une commission chargée d'évaluer la réglementation du secteur des télécommunications
- 2014 Services transfrontaliers d'expédition de colis
- 2014 Marché des télécommunications à l'intérieur de l'espace européen
- 2014 Vieillesse active
- 2014 Réexamen de la législation existante en matière de TVA en ce qui concerne les organismes publics et les exonérations fiscales d'intérêt général
- 2014 Renforcement de la coopération entre États membres de l'Union européenne pour la prévention et la dissuasion du recours au travail non déclaré
- 2014 Recommandations en vue de combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes (Comité du dialogue social européen pour les administrations des gouvernements centraux)
- 2014 Un taux de salaire minimum en Europe : L'heure est à la convergence ascendante
- 2014 Stratégie Europe 2020
- 2014 Exigences d'importance primordiales soulevées par le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI)
- 2014 Révision envisageable de la directive européenne sur le temps de travail
- **2013** Prise de position fondamentale de la CESI
- 2013 Repenser l'éducation - Investir dans les compétences pour de meilleurs résultats socioéconomiques
- 2013 Nouvelles technologies dans le secteur de la sécurité publique
- 2013 Remettre le travailleur au cœur des futures orientations stratégiques en matière de liberté, sécurité et justice
- 2013 Prise de position commune de l'UFE - CESI sur le plan d'action de la Commission européenne pour renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales
- 2013 Droits du personnel des forces armées en Europe
- 2013 Renforcement de la dimension sociale de l'union économique et monétaire
- 2013 Investissements sociaux destinés à favoriser le maintien, la croissance et l'exploitation du Fonds social européen 2014-2020
- 2013 Actes de violence perpétrés contre les femmes
- 2013 Formation professionnelle complémentaire/formation continue pour une sécurité de l'emploi à venir
- 2013 Prévention des atteintes à la dignité humaine sur le lieu de travail
- 2013 Entretien de bonnes relations avec les travailleurs
- 2013 Activités professionnelles adaptées à l'âge des salariés
- 2013 Un marché numérique intérieur respectant les principes d'une Europe sociale et les droits de ses travailleurs

## LISTE SÉLECTIVE DES CONSULTATIONS AUXQUELLES LA CESI A RÉPONDU AU COURS DE SA SIXIÈME LÉGISLATURE

- **2016**
- Agenda pour la création de nouvelles compétences et l'identification de nouvelles possibilités d'emploi
  - Amélioration des mécanismes de règlement de différends en cas de double imposition
  - Conciliation vie professionnelle et vie privée (première et deuxième phase de consultation des partenaires sociaux)
  - Agenda pour les études supérieures dans l'Union européenne
  - Réduction du taux de TVA perçu sur les publications sur des supports électroniques
  - Projet de pilier européen de droits sociaux de la Commission européenne (en cours jusqu'à fin 2016)
- **2015**
- Coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'UE
  - Paquet de mesures se rapportant à la mobilité des travailleurs
  - Consolidation des directives européennes relatives au droit des travailleurs à être informés et consultés
  - Égalité des genres dans l'UE
  - L'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante



- Amélioration de la transparence de l'impôt sur les sociétés
- Relance de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS)

#### ► 2014

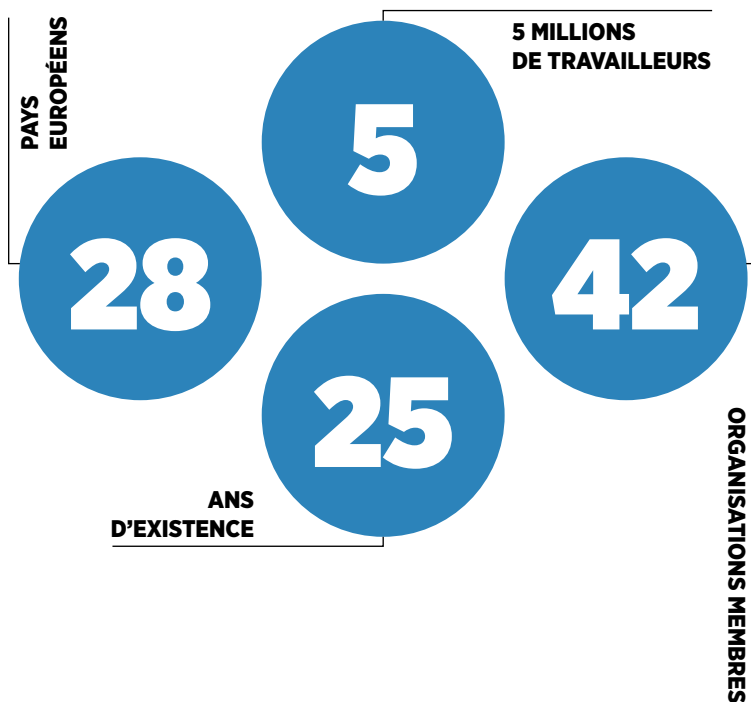
- Évaluation provisoire de la stratégie Europe 2020
- Protection des investisseurs et le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) dans le cadre du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)
- Mise en place d'un service postal universel dans le cadre de nouveaux développements du marché
- Renforcement de la coopération entre États membres de l'Union européenne pour la prévention et la dissuasion du travail non déclaré (réponse conjointe du Comité du dialogue social européen pour les administrations des gouvernements centraux)

#### ► 2013

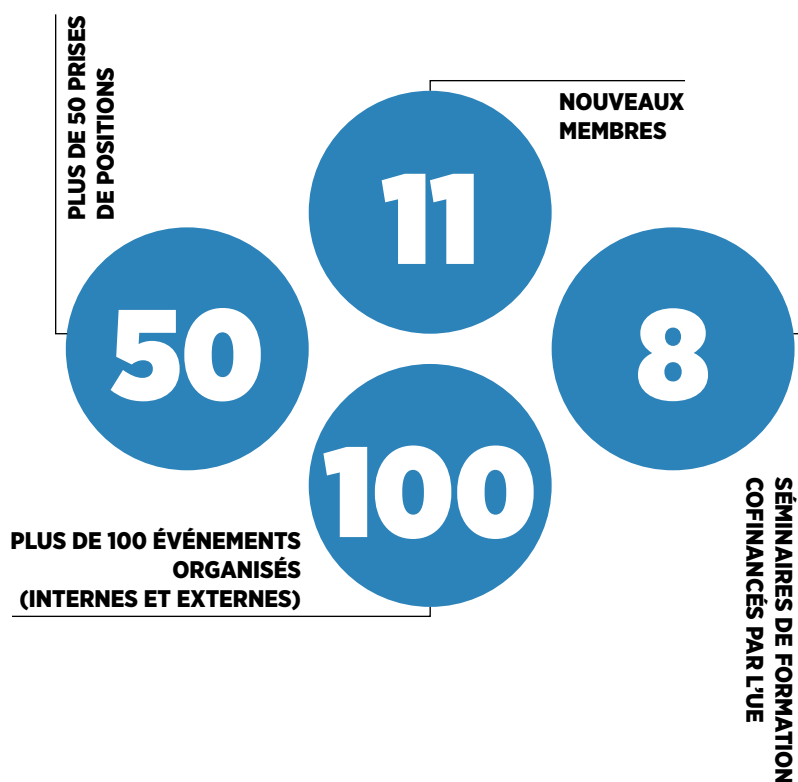
- Utilisation d'armes à feu à l'intérieur de l'UE
- Vers un cadre de qualité pour les stages
- Vers un cadre de qualité pour les stages (réponse conjointe du Comité du dialogue social européen pour les administrations des gouvernements centraux)
- Cadre référentiel de la politique européenne de sécurité et de protection de la santé
- Renforcement de la coopération entre États membres de l'Union européenne pour la prévention et la dissuasion du travail non déclaré
- Réexamen de la législation existante en matière de TVA en ce qui concerne les organismes publics et les exonérations fiscales d'intérêt général

### LISTE SÉLECTIVE D'ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LA CESI AU COURS DE SA SIXIÈME LÉGISLATURE

- |   |                           |   |
|---|---------------------------|---|
| ► | <b>29 novembre 2016</b>   | Audition de la CESI par l'Intergroupe du Parlement européen sur les services publics au sujet de la Règle d'or en matière d'investissements sociaux publics   |
|   | <b>27 septembre 2016</b>  | Conférence CESI@noon donnée conjointement avec l'Organisation européenne des associations militaires (EUROMIL) sur l'Engagement de forces armées pour assurer la sécurité intérieure  |
|   | <b>23 juin 2016</b>       | Colloque dédié aux Investissements sociaux organisé avec l'European Policy Centre (EPC)   |
|   | <b>14 juin 2016</b>       | Conférence CESI@noon organisée conjointement avec New European Business Confederation (UNITEE) sur l'Intégration des immigrants au marché du travail : le rôle des entreprises et des syndicats   |
|   | <b>20-21 mai 2016</b>     | Atelier Jeunes réfugiés en Europe organisé à Strasbourg par CESI Youth dans le cadre de la Rencontre des jeunes européens (EYE) 2016, conjointement avec le Deutscher Bundesjugendring et la Fédération des jeunes écologistes européens (FJEE) |
|   | <b>3-4 mars 2016</b>      | Séminaire s'adressant à nos jeunes membres : La jeunesse et les syndicats : un exemple de participation à la vie dans un état démocratique  |
|   | <b>23 février 2016</b>    | Colloque co-organisé avec l'European Policy Centre (EPC) : Intégration des concepts d'investissements sociaux dans l'architecture fiscale et économique européenne  |
|   | <b>18 février 2016</b>    | Petit déjeuner-débat du Parlement européen en collaboration avec Eurodiaconia : Pour une mobilité équitable des travailleurs  |
| ► | <b>15 décembre 2015</b>   | Conférence organisée en collaboration avec notre organisation membre, l'Alliance Police Nationale CFE-CGC (Paris) : Radicalisation et terrorisme : le défi européen   |
|   | <b>1 décembre 2015</b>    | Réception donnée à l'occasion du 25 <sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la CESI  |
|   | <b>19 octobre 2015</b>    | Conférence CESI@noon : Les employés des services publics confrontés aux afflux de réfugiés  |
|   | <b>9 octobre 2015</b>     | Colloque : Efficacité des investissements sociaux et comment la mesurer, co-organisée avec l'European Policy Centre (EPC)   |
|   | <b>5 mai 2015</b>         | Conférence CESI@noon : Radicalisation et terrorisme : confrontation des services publics à de (nouveaux) défis ?  |
|   | <b>3 février 2015</b>     | Conférence CESI@noon : Accord sur le commerce des services (TiSA) Quel est le rôle des services publics ?   |
| ► | <b>11 décembre 2014</b>   | Conférence CESI@noon co-organisée avec New European Business Confederation (UNITEE) : Abattre les obstacles à l'égalité sur le lieu de travail  |
|   | <b>25 septembre 2014</b>  | Conférence CESI@noon, co-organisée avec la délégation du Land de Hesse auprès de l'UE : Directive sur le temps de travail : un souffle d'air frais après les élections ?  |
|   | <b>28 avril 2014</b>      | Conférence CESI@noon, en collaboration avec notre organisation membre U4U et la New European Business Confederation (UNITEE) : le PTCl ou la peur de l'inconnu  |
|   | <b>31 janvier 2014</b>    | Séminaire d'information destiné à nos membres, organisé conjointement avec l'antenne bruxelloise de l'Église évangélique allemande (EKD) : Programmes d'encouragement et de soutien de l'UE   |
|   | <b>29 janvier 2014</b>    | Petit déjeuner-débat du Parlement européen en collaboration avec Eurodiaconia : Vers un Semestre européen mieux intégré et équilibré : un modèle de participation de la société civile et des syndicats   |
| ► | <b>14 novembre 2013</b>   | Conférence CESI@noon : Sécurité en Europe: le processus « Post-Stockholm »  |
|   | <b>14 novembre 2013</b>   | Petit déjeuner-débat du Parlement européen, en collaboration avec Solidar, Eurodiaconia, Diakonie Deutschland et Caritas Europe : Renforcement de la dimension sociale de l'union monétaire et économique européenne                            |
|   | <b>5-8 septembre 2013</b> | Camp pour la jeunesse CESI pour marquer la création d'une délégation à la jeunesse au sein de l'association (Lac Balaton, Hongrie)  |
|   | <b>14 mai 2013</b>        | Conférence CESI@noon, co-organisée avec l'European Policy Centre (EPC) : Rôle des services publics en période de crise. Quelles sont ses répercussions sur la croissance et le bien-être ?  |
|   | <b>24 avril 2013</b>      | Conférence CESI@noon : Livre Blanc : un agenda pour des retraites et des rentes adéquates, sûres et pérennes  |
|   | <b>12 février 2013</b>    | Conférence CESI@noon : la Charte des droits fondamentaux de l'UE et le droit à une bonne gestion  |



# Depuis 2013



[www.cesi.org](http://www.cesi.org)  
All Workers Count

# CESI SYMPOSIUM

CESI

«DELIVERING  
RESULTS»

With the financial support of  
the European Commission





**Confédération Européenne  
des Syndicats Indépendants (CESI)**  
Avenue de la Joyeuse Entrée, 1-5  
B-1040 Bruxelles

 +32 2 282 18 70  
 +32 2 282 18 71  
 [info@cesi.org](mailto:info@cesi.org)  
 [www.cesi.org](http://www.cesi.org)  
 @CESIpress

